CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

52e législature

du 09/03/2009 au 13/03/2009 055

Pour de plus amples informations, surfez sur :

www.lachambre.be

Informations Parlementaires est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

Informations Parlementaires est adressé à toute personne qui en fait la demande.

Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles".**

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de ***Parlementaire mededelingen*** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

coordination et rédaction : *Service des Relations publiques et internationales*
tél : *02/549.81.77 - 02/549.80.80*
fax : *02/549.83.02*
E-mail : *pri@lachambre.be*

lay-out : *PRI*
impression : *Imprimerie de la Chambre*

adresse postale : *Chambre des représentants de Belgique*
B - 1008 BRUXELLES

entrée visiteurs : *13, rue de Louvain - Bruxelles*

éditeur responsable : *le secrétaire général de la Chambre*

Table des matières

ORGANES DE LA CHAMBRE
Présidence 3

COMMISSIONS
Réunions de commissions 5

SÉANCE PLÉNIÈRE
Projets de loi et propositions 33
Questions orales 34
Commission d'enquête parlementaire - grands dossiers de fraude fiscale 37
Conseil d'État – Nomination d'un assesseur d'expression néerlandophone 37
Votes nominatifs sur les motions 37

RELATIONS PUBLIQUES **39**

RELATIONS INTERNATIONALES **41**

PUBLICATIONS **43**

CONSEIL DES MINISTRES **45**

ANNEXES
Demandes d'interpellations 51
Projets de loi, propositions et rapports de commission 53

ADDENDA **55**
Agenda des séances plénières et des réunions de commissions 57

SEMAINE DU 9 MARS AU 13 MARS 2009

ORGANES DE LA CHAMBRE

PRÉSIDENCE

MARDI 3 MARS 2009

RÉPUBLIQUE DE CUBA

Le mardi 3 mars 2009, le président de la Chambre, Monsieur Patrick Dewael a rencontré Son Excellence Monsieur Elio Rodriguez Perdomo, ambassadeur de la République de Cuba.

Les thèmes suivants furent abordés lors de l'entretien :

- Les relations bilatérales entre la Belgique et Cuba
  L'ambassadeur souligne les très bonnes relations diplomatiques et interparlementaires. Il apprécie particulièrement le dialogue respectueux et constructif entre la Belgique et Cuba. Il affirme la volonté de Cuba de consolider les relations notamment par le développement des relations économiques et commerciales.
  L'ambassadeur invite le président et une délégation de la Chambre à se rendre à Cuba.
- Les relations entre l'Union européenne et Cuba
  L'ambassadeur apprécie le rôle que joue la Belgique dans les relations entre l'Union européenne et Cuba. Après une période difficile, le dialogue entre Cuba et l'Union européenne a été rétabli. Le Commissaire européen Louis Michel se rendra bientôt à Cuba. Monsieur Rodriguez Perdoma craint toutefois l'attitude négative de certains États membres récents de l'Union vis-à-vis de Cuba.
- La situation économique à Cuba
  Malgré la crise économique internationale, la situation reste stable. L'ambassadeur signale que l'impact des ouragans est considérable et les pertes sont estimées à 10 milliards de USD. L'agroalimentaire devrait davantage être développé pour que Cuba soit moins dépendant.
- Le chef de l'État Raul Castro
  L'ambassadeur signale que le président cubain est un homme très actif. Il a récemment visité la Russie, l'Algérie et l'Angola. Il est également très actif dans les relations avec les Pays de l'Amérique latine. En 2008, Cuba est devenu membre du Groupe de Rio (association qui vise une meilleure coopération entre les pays d'Amérique latine).
  La simplification de l'appareil de l'État et la relance économique par des réformes structurelles sont d'importantes priorités pour le chef de l'État.

- L'embargo des États-Unis
  L'ambassadeur cubain espère qu'avec l'arrivée du président Obama l'embargo sera allégé, notamment la levée de l'interdiction de voyage vers Cuba pour les citoyens américains. Une normalisation des relations avec les États-Unis est souhaitée.

COMMISSIONS

"Crise financière et bancaire"

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

Président : M. Joseph George

➢ **VENDREDI 6 MARS 2009**

Audition de :
- M. Axel Miller, past CEO de Dexia;
- M. André Bergen, président du groupe KBC;
- M. Guy Burton, past CEO d'Ethias;
- M. Steve Stevaert, président d'Ethias;
- M. Jean-Paul Votron, past CEO de Fortis holding;
- MM. Stefan Richter et Magnus Gudmunsson, Kaupthing;
- MM. Stéphane Vermeiren, Ton Röttjers et Raf Dekkers, Rabobank Belgique.

➢ **LUNDI 9 MARS 2009**

Audition de :
- M. Maurice Lippens, ancien président de Fortis;
- Prof. Herman Verwilst, past CEO Fortis;
- M. Karel De Boeck, CEO de Fortis Holding;
- M. Filip Dierckx, président de Fortis Banque.

(Rapporteurs : MM. François Bellot, Guy Coëme et Herman De Croo, Mme Liesbeth Van der Auwera et M. Berni Collas (S)).

Prochaine réunion : vendredi 13 mars 2009.

"Fraude fiscale"

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES GRANDS DOSSIERS DE FRAUDE FISCALE

Président : M. François-Xavier de Donnea

➢ **VENDREDI 6 MARS 2009**

Audition sur des dossiers fiscaux concernant des sociétés de liquidités de :
- M. Bruno Crepin, expert fiscal détaché à la police fédérale (Office central de la lutte contre la délinquance économique et financière organisée);
- M. Roland De Wals, commissaire judiciaire de la police judiciaire fédérale de Bruxelles;

- M. Francis Hubert, commissaire judiciaire à la police fédérale (Office central de la lutte contre la délinquance économique et financière organisée);
- M. Miguel Janssoone, inspecteur principal à la police fédérale (Office central de la lutte contre la délinquance économique et financière organisée);
- M. Dominique Renson, inspecteur principal à la police judiciaire fédérale de Bruxelles;
- M. Vincent Skinkel, inspecteur principal à la police judiciaire fédérale de Bruxelles.

- Des questions ont été posées par MM. François-Xavier de Donnea, Dirk Van der Maelen et Stefaan Van Hecke.

➢ **LUNDI 9 MARS 2009**

1. Audition sur des dossiers fiscaux concernant des sociétés de liquidités de :
- M. Olivier Coene, substitut du procureur du Roi à Bruxelles;
- M. Eric de Formanoir de la Cazerie, substitut du Procureur du Roi à Bruxelles;
.- M. Jeroen Burm, juge d'instruction;
- M. Frédéric Lugentz, juge d'instruction;

- Des questions ont été posées par MM. François-Xavier de Donnea, Dirk Van der Maelen et Stefaan Van Hecke.

2. Audition de :
- M. Frank Philipsen, administrateur "Lutte contre la fraude" ;
- Mme Sonja Van Duerm, directeur régional de la BBI à Bruxelles.

- Des questions ont été posées par M. Dirk Van der Maelen.

Prochaine réunion : mardi 17 mars 2009.

"Séparation des pouvoirs"

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER SI LE RESPECT DE LA CONSTITUTION, EN PARTICULIER LE PRINCIPE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS, ET DES LOIS A ÉTÉ OBSERVÉ DANS LE CADRE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES ENTAMÉES À L'ENCONTRE DE LA S.A. FORTIS

Président : M. Bart Tommelein

➢ **VENDREDI 6 MARS 2009**

1. Audition de :
- M. Herman Dams, premier substitut du procureur du Roi d'Anvers, ancien directeur de la Cellule politique du ministre de la Justice ;
- M. Hans D'Hondt, directeur de la Cellule politique du premier ministre ;
- M. Koen Van Loo, administrateur délégué SFPI ;
- M. Jan De Groof, commissaire du gouvernement.

2. Ordre des travaux.

3. Audition de :
- M. Olivier Henin, directeur de la Cellule politique générale du vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles ;
- M. Jan De Groot, commissaire du gouvernement.

➢ **LUNDI 9 MARS 2009**

Audition de :
- M. Jo Vandeurzen, ancien vice-premier ministre et ministre de la Justice ;
- M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles ;
- M. Yves Leterme, ancien premier ministre.

➢ **MARDI 10 MARS 2009**

1. Audition de
- Mme Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique ;
- M. Patrick Dewael, président de la Chambre des représentants, ancien vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur ;
- Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances.
- M. Eddy Peeters, ancien directeur (politique générale) du vice-premier ministre et ministre de la Justice, M. Vandeurzen;
- M. Olivier Vanderijst, directeur (politique générale) de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique; Mme Onkelinx;
- M. Hedwig De Koker, directeur (politique générale) de M. Dewael, ancien vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur;
- Mme Elisabeth Lambrechts, ancienne directrice (politique générale) de la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances.

2. Ordre des travaux.

➢ **MERCREDI 11 MARS 2009**

1. Audition de :
- M. Christian Van Buggenhout, avocat ;
- M. Eric de Formanoir de la Cazerie, substitut du Procureur du Roi à Bruxelles.

2. Ordre des travaux.

➢ **JEUDI 12 MARS 2009**

1. Lettre du 11 mars 2009 de la Cour d'appel de Bruxelles - Échange de vues.

2. Ordre des travaux.

(Rapporteurs : M. Renaat Landuyt, Mme Karine Lalieux et M. Pierre-Yves Jeholet).

Président : M. François Bellot

- **LUNDI 9 MARS 2009**

1. Questions jointes :
- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la fermeture du bureau de poste de Louvain-la-Neuve" (n° 10855).
- Question de M. Philippe Henry au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la fermeture de bureaux de poste à Verviers" (n° 11620).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Question de M. Philippe Henry au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la prise en compte d'objectifs environnementaux dans les gares belges" (n° 11149).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "les amendes infligées aux voyageurs de la SNCB suite à l'oubli de leur abonnement de train" (n° 11222).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de M. Éric Thiébaut au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la demande du SITURV de mener une enquête en gares de Quiévrain et Péruwelz" (n° 11241).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Questions jointes :
- Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le dépassement de signaux par les conducteurs de locomotive de la SNCB" (n° 11257).
- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le nombre de feux rouges brûlés par des trains sur les lignes SNCB" (n° 11419).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le délai de recrutement au sein du groupe SNCB” (n° 11261).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Jan Mortelmans au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le forum ‘Rail meets Road’” (n° 11271).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Questions jointes :
- Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la liaison ferroviaire Gand-Zelzate” (n° 11288).
- Question de M. Philippe Henry au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’absence de gare à Seraing” (n° 11321).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “Distripost” (n° 11415).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les pratiques de la Banque de la Poste concernant le système de garantie locative mis en place en 2007” (n° 11437).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Questions jointes :
- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le projet de La Poste belge d’entrer dans le capital de la Poste britannique” (n° 11517).
- Question de M. Dirk Vijnck au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la participation possible de la Poste belge dans le Royal Mail” (n° 11642).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Stefaan Vercamer au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les accords de sécurité avec les administrations communales concernant la sécurité dans et aux abords des gares” (n° 11566).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la possibilité de réouverture de la ligne Dinant-Givet” (n° 11635).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la possibilité d’interruption de carrière à mi-temps pour les facteurs” (n° 11636).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : lundi 16 mars 2009.

Questions européennes et Affaires sociales

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D’AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Présidents : M. Herman De Croo, Mme Anne Delvaux (S) et M. Yvan Mayeur

- **MARDI 10 MARS 2009**

(Réunion commune avec la commission des Affaires sociales du Sénat)

Mise en oeuvre des réformes structurelles s’inscrivant dans le cadre de la stratégie de Lisbonne dans le contexte du plan européen pour la relance économique - Evaluation annuelle pour la Belgique.
(La vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Egalité des chances sera représentée par M. Georges Carlens, directeur Cellule stratégique).

- Rapporteur : M. Stefaan Vercamer.
- Exposé introductif du représentant de la ministre.
- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Maggie De Block et Camille Dieu, MM. Stefaan Vercamer, François-Xavier de Donnea, Herman De Croo et Yvan Mayeur.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'EDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

- **MARDI 10 MARS 2009**

1. Proposition de loi (Philippe Henry, Tinne Van der Straeten, Jean-Marc Nollet, Wouter De Vriendt, Stefaan Van Hecke, Muriel Gerkens, Georges Gilkinet, Thérèse Snoy et d'Oppuers) modifiant les lois coordonnées sur la comptabilité de l'État afin d'instaurer un monitoring de la recherche et développement en Belgique, n° 72/1. (Rapporteur : M. Joseph George).

Auditions :
- SPP Politique scientifique (M. Ziarko);
- "Vlaams Interuniversitaire Raad" (VLIR – M. Debackere);
- Focus Research (M. Danckaert);
- Objectif Recherche (M. Feyereisen);
- Union wallonne des entreprises (M. Paquot);

- Des questions ont été posées par Mme Sofie Staelraeve, MM. Philippe Henry, David Clarinval, Peter Logghe et Bart Laeremans.

2. Question de Mme Nathalie Muylle au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la norme de produit pour l'E85" (n° 11383).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Question de M. Bert Schoofs au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la distorsion de concurrence entre magasins néerlandais et belges dans la région frontalière en raison des prix de dumping pratiqués aux Pays-Bas" (n° 11430).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'enquête sur le coût des cartes de crédit" (n° 11526).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les comptes annuels des petites entreprises" (n° 11528).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'épargne des belges" (n° 11603).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'e-commerce" (n° 11632).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

8. Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'interdiction de la vente de la carte R4DS" (n° 11647).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

9. Question de M. Stefaan Vercamer au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la fixation du prix des volailles vivantes par la commission nationale des prix" (n° 11650).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

10. Debriefing du Conseil européen Énergie du 19 février 2009.
- Exposé introductif du ministre du Climat et de l'Énergie;
- Échange de vues.

- Rapporteur : Mme Colette Burgeon.
- Des questions ont été posées par Mmes Katrien Partyka et Tinne Van der Straeten.

11. Question de M. Xavier Baeselen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les ascenseurs" (n° 11630).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la vente par les villes et communes de leurs actions Distrigas" (n° 11662).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les rapports annuels de la Commission des provisions nucléaires" (n° 11675).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine réunion : mardi 17 mars 2009.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidente : Mme Muriel Gerkens

- **MARDI 10 MARS 2009**

1. Proposition de loi (Yvan Mayeur, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Jean Cornil) modifiant, en ce qui concerne l'exercice des professions de la santé mentale, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, n° 1126/1.

- Rapporteur : Mme Lieve Van Daele.
- La discussion générale a été entamée.
- La commission a décidé de demander l'avis du Conseil national des médecins, de l'Académie royale de médecine de Belgique et de l'ABSSYM.

2. Proposition de loi (Luc Goutry, Nathalie Muylle, Lieve Van Daele, Marie-Martine Schyns, Georges Dallemagne, Sonja Becq) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de la réglementation de l'exercice de la psychologie clinique, de la sexologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, n°s 1357/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Lieve Van Daele.
- La discussion générale a été entamée.
- La commission a décidé de demander l'avis du Conseil national des médecins, de l'Académie royale de médecine de Belgique et de l'ABSSYM.

3. Proposition de loi (Yolande Avontroodt, Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en ce qui concerne l'exercice de la psychothérapie, n° 1604/1.

- Rapporteur : Mme Lieve Van Daele.
- La discussion générale a été entamée.
- La commission a décidé de demander l'avis du Conseil national des médecins, de l'Académie royale de médecine de Belgique et de l'ABSSYM.

4. Ordre des travaux.

5. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le diagnostic et le traitement précoces du vih/sida" (n° 10932).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

6. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'accord Beliris et le plan de relance du gouvernement fédéral" (n° 10940).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

7. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le prix des appareils auditifs" (n° 10942).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

8. Question de M. Georges Dallemagne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le bilan de l'épidémie de grippe" (n° 11153).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

9. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le droit exclusif des pharmacies de vendre des laits de premier âge" (n° 11202).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

10. Question de M. Jean-Luc Crucke à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le syndrome d’hyper-IgM” (n° 11210).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

11. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les suppléments dans les hôpitaux” (n° 11248).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

12. Question de Mme Thérèse Snoy et d’Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les éco-chèques” (n° 11258).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

13. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le remboursement des traitements hormonaux en cas de changement de sexe” (n° 11268).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

14. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la forte augmentation de la vente de somnifères et de calmants” (n° 11286).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

15. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la pénurie de personnel infirmier” (n° 11308).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

16. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la fonction de médecin chef de service” (n° 11330).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

17. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “l’utilisation du sang des personnes atteintes d’hémochromatose” (n° 11331).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

18. Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la criminalité dans les hôpitaux” (n° 11367).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

19. Questions jointes :
- Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la communication tardive du forfait aux maisons de repos” (n° 11483).

- Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la communication tardive du forfait aux maisons de repos” (n° 11621).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

20. Interpellation et question jointes :
- Interpellation de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “l’utilisation du tiers-payant en dentisterie” (n° 292).
- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la déclaration de ‘situation financière individuelle occasionnelle de détresse’” (n° 11508).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.
- Une motion de recommandation a été déposée par Mme Muriel Gerkens.
- Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Marie-Claire Lambert et Maggie De Block et M. Jean-Jacques Flahaux.

21. Question de M. Flor Van Noppen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la liste positive de reptiles” (n° 11397).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

22. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les médicaments contre le rhume destinés aux enfants” (n° 11484).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

23. Question de M. Jean-Luc Crucke à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le Fonds des maladies rares” (n° 11503).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

24. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la lutte contre les méfaits de la cigarette sur les femmes enceintes” (n° 11507).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

25 Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les droits du conjoint en cas d’hospitalisation à l’étranger d’un époux homosexuel” (n° 11509).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

26. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le maintien du refus de don de sang aux homosexuels” (n° 11510).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

27. Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la sécurité des médecins généralistes” (n° 11512).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

28. Question de M. Ben Weyts à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la situation linguistique dans les hôpitaux bruxellois” (n° 11516).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

29. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le psoriasis et ses nouveaux traitements” (n° 11524).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

30. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les honoraires des pharmaciens” (n° 11563).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

31. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la loi relative à l’obtention et à l’utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications médicales humaines ou à des fins de recherche scientifique” (n° 11651).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

- **MERCREDI 11 MARS 2009**

1. Evaluation de la loi du 12 janvier 2007 sur l’accueil des demandeurs d’asile et de certaines catégories d’étrangers.

- Rapporteur : Mme Sofie Staelraeve.
- Exposé introductif de la ministre de l’Intégration sociale, des Pensions et des grandes Villes.
- Echange de vues.

2. Question de Mme Sofie Staelraeve à la ministre de l’Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur “le groupe de travail chargé de la politique énergétique sociale” (n° 11688).

- La ministre de l’Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Prochaine réunion : mardi 17 mars 2009.

Droit Commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Présidente : Mme Sonja Becq

- **MARDI 10 MARS 2009**

Propositions de loi jointes :
- Proposition de loi (Hendrik Daems, Ine Somers, Luk Van Biesen) modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 en vue d'octroyer un privilège général aux fournisseurs, n° 1731/1.
- Proposition de loi (Herman De Croo, Bart Tommelein, Luk Van Biesen) visant à supprimer les privilèges et les hypothèques du fisc, n° 1521/1.
(Continuation). (Rapporteur : Mme Leen Dierick).

Audition:
- M. Eric Dirix, conseiller à la Cour de Cassation;
- M. Jean-Pierre Renard, avocat;
- M. Christian Van Buggenhout, avocat;
- M. Charles Gheur, FEB.

- Un échange de vues a eu lieu.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Mia De Schamphelaere

- **MARDI 10 MARS 2009**

1. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem au ministre de la Justice sur "l'inscription du nom de la co-mère sur l'acte de naissance d'un enfant né d'une relation lesbienne après insémination artificielle" (n° 11649).

- Le secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

2. Ordre des travaux.

3. Proposition de loi (Els De Rammelaere, Raf Terwingen) modifiant le Code civil en ce qui concerne le lieu du mariage, n°s 1239/1 à 3.
Amendements de MM. Schoofs, Logghe et Terwingen.
Rapport fait au nom de la sous-commission Droit de la famille par Mme Valérie Déom.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- Exposé de Mme Valérie Déom.
- Les amendements n°s 2, 3 et 5 ont été adoptés.
- L'ensemble de la proposition de loi, tel qu'amendé, a été adopté à l'unanimité.

4. Proposition de loi (Michel Doomst, Yolande Avontroodt, Herman De Croo, Mia De Schamphelaere, Bart Somers, Raf Terwingen, Bart Tommelein, Servais Verherstraeten) modifiant le Code pénal en ce qui concerne la responsabilité pénale des personnes morales de droit public, n°s 1146/1 à 8. (Continuation et clôture). (Rapporteur: Mme Clotilde Nyssens).
Amendements de M. Terwingen et consorts et de M. Doomst.
Avis du Conseil d'État.

- Co-rapporteur : M. Stefaan Van Hecke.
- Un amendement a été déposé par M. Doomst et consorts.

5. Proposition de loi (Sarah Smeyers, Raf Terwingen, Els De Rammelaere) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la vente publique d'immeubles, n°s 1273/1 et 2. (Continuation et clôture). (Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke)

- Des amendements ont été déposés par Mmes Smeyers et consorts, et Van Cauter et consorts.
- La discussion a été poursuivie.

- **MERCREDI 11 MARS 2009**

1. Questions jointes:
- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur "Proefzorg (Soins probatoires)" (n° 11501).
- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur "les projets pilotes "Soins probatoires" pour les toxicomanes, menés à Gand et à Liège" (n° 11634).

- Le ministre de la Justice a répondu.

2. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur "la détention préventive" (n° 11504).

- Le ministre de la Justice a répondu.

3. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "le recours aux informateurs" (n° 11505).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "la loi relative à la continuité des entreprises" (n° 11533).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "le nouveau palais de justice à Courtrai" (n° 11535).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur "le Early Warning System" (n° 11546).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Luk Van Biesen au ministre de la Justice sur “la criminalité juvénile” (n° 11553).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de Mme Sofie Staelraeve au ministre de la Justice sur "la combinaison de l'indemnité attentat et de l'aide financière du Fonds d'aide aux victimes" (n° 11648)

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes :
- Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur "les déclarations du chef de la police judiciaire fédérale" (n° 11659)
- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "les déclarations du chef de la police judiciaire fédérale" (n° 11665).
- Question de M. Ben Weyts au ministre de la Justice sur "les déclarations du chef de la police judiciaire fédérale" (n° 11667)

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "l'arriéré dans l'exécution des peines de travail" (n° 11682).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "la réforme de la procédure d'assises" (n° 11734)

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "la composition des listes de jurés dans les procès d'assises" (n° 11737)

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "la surpopulation carcérale" (n° 11748).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 17 mars 2009.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M.Yvan Mayeur

- **MARDI 10 MARS 2009**

1. Question de Mme Meyrem Almaci à la secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les personnes handicapées et l'outplacement" (n° 9995).

- La secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, a répondu.

2. Question de M. Xavier Baeselen à la secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la conférence interministérielle des personnes handicapées" (n° 10899).

- La secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, a répondu.

3. Question de M. Xavier Baeselen à la secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'accessibilité des bâtiments des services publics fédéraux aux personnes handicapées" (n° 10900).

- La secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, a répondu.

4. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles et à la secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'objectif de 3% d'emploi pour les personnes handicapées dans la fonction publique" (n° 10901).

- La secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, a répondu.

5. Question de M. Jan Mortelmans à la secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les services rendus exclusivement en français au secrétariat fédéral de la secrétaire d'État aux Personnes handicapées" (n° 11352).

- La secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 17 mars 2009.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

- **MERCREDI 11 MARS 2009**

1. Audition sur le fonctionnement des bureaux d'enregistrement :
- M. Daniel De Brone, administrateur général de l'Administration générale de la documentation patrimoniale (SPF Finances);
- M. Marc Nys, CSC - Services publics;
- M. Aimé Truyens, ACOD-CGSP AmiO;
- M. Paul Monsaert, VSOA-SLFP groupe Finances;
- M. François Goris, UNSP - Finances.

- Des questions ont été posées par MM. Dirk Van der Maelen, Hendrik Bogaert et Jenne De Potter.

2. Audition sur la politique actuelle des banques en ce qui concerne l'octroi de crédits aux entreprises :
- M. André Bergen, président du groupe KBC;
- M. Filip Dierckx, président de Fortis Banque;
- M. Erik Dralans, CEO d'ING Belgique;
- M. Pierre Mariani, CEO de Dexia S.A.;
- M. Stefaan Decraene, président de Febelfin.

- Des questions ont été posées par MM. François-Xavier de Donnea, Rik Daems, Hendrik Bogaert, Jan Jambon, Robert Van de Velde, Ludwig Vanvelthoven, Hagen Goyvaerts et Guy Coëme.

Prochaine réunion : mercredi 18 mars 2009.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidente : Mme Hilde Vautmans

- **MERCREDI 11 MARS 2009**

1. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République tunisienne tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude et l'évasion en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et au Protocole, signés à Tunis le 7 octobre 2004 - Transmis par le Sénat, n° 1859/1.

- Rapporteur : M. Herman De Croo.
- Les articles, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été adoptés par 9 voix et 1 abstention.

2. Projet de loi portant assentiment à et exécution de l'Avenant, signé à Bruxelles le 12 décembre 2008, à la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, signée à Bruxelles le 10 mars 1964 et modifiée par les Avenants du 15 février 1971 et du 8 février 1999 - Transmis par le Sénat, n° 1158/1.

- Rapporteur : M. Herman De Croo.
- Les articles, ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés par 9 voix et 1 abstention.

3. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation politique au Zimbabwe" (n° 10800).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

4. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les émeutes en Guadeloupe" (n° 11304).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

5. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les modalités de vote pour les ressortissants européens" (n° 11325).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

6. Question de Mme Maya Detiège au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "l'accueil d'enfants biélorusses" (n° 11338).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

7. Questions jointes :
- Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation au Tibet" (n° 11394).
- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation au Tibet dans le cadre de la commémoration des évènements du 10 mars 1959" (n° 11727).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

8. Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la Maison flamande à New York" (n° 11499).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

9. Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “le procès contre certains anciens dirigeants Khmers rouges” (n° 11543).

- Le secrétaire d’État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

10. Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “le largage de déchets nucléaires européens le long des côtes somaliennes” (n° 11544).

- Le secrétaire d’État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

11. Questions jointes :
- Question de M. Flor Van Noppen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “l’interdiction de la culture de certains OGM dans certains États membres de l’Union européenne” (n° 11560).
- Question de Mme Rita De Bont au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “le comportement de vote du ministre wallon, M. Benoît Lutgen, au Conseil européen de l’Environnement du 2 mars dernier” (n° 11595).
- Question de Mme Nathalie Muylle au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “la position adoptée par la Belgique au Conseil européen de l’Environnement” (n° 11598).

- Le secrétaire d’État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

12. Questions jointes :
- Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “l’impact des sanctions économiques de l’UE à l’encontre de la junte militaire birmane” (n° 11579).
- Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “l’impact des sanctions économiques de l’UE sur la population birmane” (n° 11580).

- Le secrétaire d’État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

13. Question de Mme Tinne Van der Straeten au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “le Conseil Affaires générales et Relations extérieures” (n° 11643).

- Le secrétaire d’État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

Prochaine réunion : mardi 17 mars 2009.

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

- **MERCREDI 11 MARS 2009**

1. Projet de loi relevant de caducité certains projets de loi réglant une matière visée à l'article 77 de la Constitution - Réamendé par le Sénat, n°s 757/1 à 8.

- Exposé introductif du premier ministre.
- Les articles, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été adoptés par 9 voix et 1 abstention.
- La commission a décidé d'appliquer l'article 78. 7 du Règlement.
- Le projet de loi a été adopté sans rapport.

2. Projets de loi joints :
- Projet de loi portant des dispositions diverses (I), n°s 1786/1, 9 et 13.
Amendements de Mmes Van der Straeten et Genot et du gouvernement.
- Projet de loi portant des dispositions diverses (II), n°s 1787/1 à 5.
Amendements de Mmes Van der Straeten et Genot, Mme Staelraeve et consorts, M. Weyts, Mme Genot, M. Lahssaini et Mme De Permentier et consorts.
(Vote sur l'ensemble - Rgt, art. 82). (Rapporteur : M. Josy Arens).

Projet de loi n° 1786/1
L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté par 8 voix contre 2.

Projet de loi n° 1787/1
L'ensemble du projet de loi a été adopté par 8 voix contre 2.

3. Projets de loi joints :
- Projet de loi modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, n°s 1798/1 et 2.
- Projet de loi portant diverses modifications en matière électorale, n°s 1799/1 et 2.
Proposition de loi jointe :
- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu) modifiant le Code électoral en ce qui concerne la pièce à produire pour mandater un autre électeur en cas de séjour provisoire à l'étranger, n° 1721/1.
(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Denis Ducarme).

- Des amendements ont été déposés par M. Weyts.
- Ces amendements ont été jugés irrecevables.
- La discussion a été clôturée. Sont intervenus : M. Bart Laeremans, Mme Corinne De Permentier, MM. Denis Ducarme, Michel Doomst, Mark Verhaegen, Mme Sofie Staelraeve et M. Ben Weyts.

Projet de loi n° 1798/1
Les articles, les corrections ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés à l'unanimité.

Projet de loi n° 1799/1
Les articles, tels qu'amendés, et les corrections ont été adopté à l'unanimité.
- La commission a décidé d'appliquer l'article 78, 7 du Règlement.
- Le projet de loi a été adopté sans rapport.

4. Question de Mme Marie-Martine Schyns au ministre de l'Intérieur sur "les notions de 'bal' et de 'soirée privée'" (n° 10903).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

5. Question de Mme Katrien Partyka au ministre de l'Intérieur sur "le subventionnement des conseillers en techno-prévention" (n° 11395).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la sécurité des médecins généralistes" (n° 11547).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "le Early Warning System" (n° 11548).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "le suivi de l'enquête sur le stress au sein de la police intégrée" (n° 11549).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la mise en place d'un centre de crise régional à Bruxelles" (n° 11550).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de Mme Ulla Werbrouck au ministre de l'Intérieur sur "la réforme des services d'incendie" (n° 11558).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "les missions confiées au service d'intervention de la Direction des unités spéciales de la police fédérale" (n° 11577).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de l'Intérieur sur "les discriminations à l'égard des anciens membres de la Police judiciaire" (n° 11601).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Mark Verhaegen au ministre de l'Intérieur sur "la récupération de frais découlant de missions effectuées par les services de secours" (n° 11618).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Questions jointes :
- Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "le contrôle interne et la gestion des plaintes au sein des services de police" (n° 11624).
- Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité P" (n° 11625).
- Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "les carrefours d'information d'arrondissement" (n° 11626).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Questions jointes :
- Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "les déclarations de Glenn Audenaert" (n° 11668).
- Question de M. Bart Laeremans au ministre de l'Intérieur sur "les déclarations du chef de la police judiciaire de Bruxelles à propos de la scission de l'arrondissement judiciaire" (n° 11764).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Questions jointes :
- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les zones de police de Bruxelles" (n° 11652).
- Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "les mesures de sécurité prévues pour la rencontre internationale de football Belgique-Bosnie" (n° 11666).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Questions jointes :
- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la lutte contre les incendies domestiques" (n° 11680).
- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "l'amélioration de la sécurité incendie" (n° 11695).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Questions jointes :
- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "l'aide adéquate la plus rapide" (n° 11681).
- Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "des problèmes survenus lors d'un incendie à Beersel" (n° 11765).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "la lutte transfrontalière contre la drogue" (n° 11694).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "le record de SDF à Brussels Airport" (n° 11700)

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "le contrôle du personnel policier malade" (n° 11704).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Questions jointes :
- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Justice sur "l'intervention d'agents israéliens à l'aéroport de Zaventem" (n° 11731).
- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de l'Intérieur sur "l'intervention d'agents israéliens à l'aéroport de Zaventem" (n° 11732).
- Question de M. Luk Van Biesen au ministre de l'Intérieur sur "un local d'interrogatoire du Mossad à l'aéroport national" (n° 11761).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "le fonctionnement du service de contrôle interne de la police" (n° 11724)

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la suppression de certaines dispositions de l'arrêté royal relatif aux centres fermés" (n° 10378).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

25. Question de Mme Brigitte Wiaux à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "la rénovation des bâtiments de l'ancienne gendarmerie de Beauvechain par l'Office des étrangers en logements destinés à l'accueil de familles avec enfants mineurs en séjour illégal" (n° 11260).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

26. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "les empreintes digitales dans les passeports des enfants" (n° 11339).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

27. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "le bureau européen des migrations" (n° 11340).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

28. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile mineurs non accompagnés" (n° 11341).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

29. Question de Mme Sarah Smeyers à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "les déclarations de la ministre relatives à la migration économique" (n° 11359).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

30. Question de Mme Sarah Smeyers à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "la politique de régularisation" (n° 11488).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

31. Questions jointes :
- Question de Mme Zoé Genot à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "l'expulsion d'une étudiante sans papiers en stage aux Pays-Bas" (n° 11493).
- Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "l'expulsion d'une étudiante sans papiers en stage aux Pays-Bas" (n° 11494).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

32. Question de Mme Zoé Genot à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "les critères de prolongation du droit de séjour liés au travail" (n° 11740).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

33. Question de M. Fouad Lahssaini à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "le suivi donné à une plainte d'un membre du personnel du centre 127bis" (n° 11671).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 18 mars 2009.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

- **MERCREDI 11 MARS 2009**

1. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la nouvelle formation de chauffeurs au sein des forces armées" (n° 11441).

- Le ministre de la Défense a répondu.

2. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "les missions du chasseur de mines M916 Bellis dans l'escadre permanente de l'OTAN" (n° 11442).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le nouvel équipement pour les pilotes F16" (n° 11443).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “l’épidémie de fièvre Ebola et l’état de santé de nos militaires en RDC” (n° 11444).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “les missions de nos militaires à Kananga” (n° 11445).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “l’envoi de véhicules en Afghanistan via un Antonov” (n° 11465).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “la mise en oeuvre d’un nouveau sonar téléguidé” (n° 11469).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “la mission des Forces spéciales au Tchad” (n° 11470).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “le programme 2009 de recherche scientifique et technologique de la Défense” (n° 11471).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “l’autorisation de boire de l’alcool pour les militaires en mission à l’étranger” (n° 11473).

- Le ministre de la Défense a répondu.

11. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “la participation de la composante médicale à l’exercice Dassa au Bénin” (n° 11474).

- Le ministre de la Défense a répondu.

12. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “les objectifs poursuivis du premier séminaire OTAN sur le transport de marchandises dangereuses” (n° 11475).

- Le ministre de la Défense a répondu.

13. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “la collaboration belgo-française au niveau médical” (n° 11476).

- Le ministre de la Défense a répondu.

14. Questions jointes :
- Question de Mme Ulla Werbrouck au ministre de la Défense sur “la carrière sportive de militaires/sportifs de haut niveau” (n° 11637).
- Question de Mme Ulla Werbrouck au ministre de la Défense sur “le statut de militaires/sportifs de haut niveau” (n° 11638).

- Le ministre de la Défense a répondu.

15. Questions jointes :
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “l’endommagement des F16 en Afghanistan” (n° 11683).
- Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur “les dommages subis par des F16 belges en Afghanistan” (n° 11692).
- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “les F16 endommagés en Afghanistan” (n° 11721).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “les réacteurs de trois F-16 endommagés en Afghanistan” (n° 11728).

- Le ministre de la Défense a répondu.

16. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “les déclarations du président Obama concernant la guerre en Afghanistan” (n° 11684).

- Le ministre de la Défense a répondu.

17. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “les étudiants jobistes au sein de la Défense” (n° 11720).

- Le ministre de la Défense a répondu.

18. Question de M. André Flahaut au ministre de la Défense sur “les informations militaires contenues dans la revue de l’asbl ‘Actions et Libertés’” (n° 11741).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Défense nationale et Relations extérieures

COMMISSIONS RÉUNIES DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : M. Ludwig Vandenhove et Mme Hilde Vautmans

- **MERCREDI 11 MARS 2009**

Le Sommet de l’OTAN des 3 et 4 avril 2009.
- Échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et avec le ministre de la Défense.
(Continuation). (Rapporteur : M. Georges Dallemagne).

- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Affaires Étrangères, du ministre de la Défense et de M. F. Van Daele, représentant permanent auprès de l'OTAN.
- Des questions ont été posées par : MM. Wouter De Vriendt et André Flahaut, Mme Nathalie Muylle, MM. Stevenheydens, Georges Dallemagne et Francis Van den Eynde et Mmes Inge Vervotte et Hilde Vautmans

Prochaine réunion : mardi 17 mars 2009.

SÉANCE PLÉNIÈRE

Ce chapitre mentionne:
- *les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;*
- *l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;*
- *le résultat des votes.*

Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);
Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin).

➢ **JEUDI 12 MARS 2009, APRES-MIDI (086)**

PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS

1. Projet de loi modifiant les dispositions financières de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, n^{os} 1793/1 à 4.

Ce projet vise à modifier la répartition des bénéfices annuels de la Banque Nationale de Belgique ainsi qu'à déplacer la date de l'assemblée générale ordinaire.

Le projet de loi (n° 1793) est adopté par 84 voix contre 27 et 1 abstention

2. Projet de loi visant à modifier le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, n^{os} 1469/1 et 2.

L'article 2, paragraphe 3 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006, relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (JOCEL 347 du 11 décembre 2006) apporte une nouvelle définition aux produits soumis à accise, pour l'application du régime T.V.A..
Longtemps réservé aux huiles minérales, l'article 2 élargit désormais le champ d'application de la notion de produits soumis à accise à tous les produits énergétiques, à l'exception du gaz fourni par le systèmede distribution de gaz naturel et de l'électricité.

Afin d'assurer une transposition littérale de cette disposition et pour répondre à la mise en demeure du 17 mars 2008 de la Commission européenne qui estime l'interprétation des termes «huiles minérales» de la Belgique inadéquate, il est proposé de remplacer en conséquence le dispositif de l'article 1er, § 6, 4°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le projet de loi (n° 1469) est adopté à l'unanimité des 114 votants

3. Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les contrats d'assurance maladie, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 20 juillet 2007 modifiant, en ce qui concerne les contrats privés d'assurance maladie, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, n^{os} 1662/1 à 5.

Ce projet de loi vise à apporter un certain nombre de modifications au titre III, chapitre IV, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.
Une première modification affine la distinction entre la division entre contrats d'assurance conclus dans le cadre d'une relation professionnelle et contrats d'assurance conclus en dehors d'une relation professionnelle.
Cette distinction détermine les règles applicables au contrat.
Le deuxième objectif du présent projet de loi est de parvenir à une répartition des tâches plus efficace dans les procédures à suivre pour l'adaptation des bases techniques des contrats d'assurance maladie non liés à l'activité professionnelle.
Le dernier problème que le présent projet de loi cherche à résoudre concerne l'entrée en vigueur des dispositions du chapitre relatif aux contrats d'assurance maladie individuels.

Le quorum n'est pas atteint

QUESTIONS ORALES

L'injonction de payer

Questions jointes de :

- M. Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!) au premier ministre (n° P0885)
- M. Peter Logghe (VB) au ministre de la Justice (n° P0886)

Le déficit budgétaire

Question de :

M. Jan Jambon (N-VA) au premier ministre (n° P0887)

Les paradis fiscaux

Questions jointes de :

- M. Yvan Mayeur (PS) (n° P0889)
- M. Georges Dallemagne (cdH) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P0890)

La TVA applicable au secteur horeca

Questions jointes de :

- M. Jan Jambon (N-VA) (n° P0891)
- M. Hagen Goyvaerts (VB) (n° P0892)
- M. Jef Van den Bergh (CD&V) (n° P0893)
- M. Jean-Luc Crucke (MR) (n° P0894)
- M. Luk Van Biesen (Open Vld) (n° P0888)
- M. Robert Van de Velde (LDD) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P0885)

Une manœuvre de rattrapage pour les travailleurs en invalidité

Question de :

M. Luc Goutry (CD&V) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P0898)

Le statut des accueillants d'enfants

Questions jointes de :

- Mme Sonja Becq (CD&V) (n° P0905)
- M. Koen Bultinck (VB) (n° P0904)
- Mme Florence Reuter (MR) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances (n° P0906)

L'opération de cash-out à La Poste

Questions jointes de :

- M. Patrick De Groote (N-VA) (n° P0899)
- M. Jean-Luc Crucke (MR) (n° P0900)
- M. Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!) (n° P0901)
- Mme Ine Somers (Open Vld) (n° P0902)
- M. Philippe Henry (Ecolo-Groen!) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles (n° P0903)

La procédure de désignation du président de la Politique scientifique fédérale

Question de :

M. Maxime Prévot (cdH) à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique (n° P0908)

Le financement des pensions des agents des pouvoirs subordonnés

Question de :

Mme Maggie De Block (Open Vld) à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes (n° P0909)

Le site internet Stop Kinderporno

Question de :

M. Eric Thiébaut (PS) au ministre de la Justice (n° P0907)

L'accès au crédit

Question de :

M. Peter Vanvelthoven (sp.a) au ministre pour l'Entreprise et la Simplification (n° P0910)

Les incidents violents survenus à Anvers

Question de :

Mme Rita De Bont (VB) au ministre de l'Intérieur (n° P0911)

L'aménagement d'une zone 30 aux abords des écoles

Question de :

Mme Dalila Douifi (sp.a) au secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre (n° P0912)

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGEE D'EXAMINER LES GRANDS DOSSIERS DE FRAUDE FISCALE

Au cours de sa réunion du 10 mars 2009, la commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les grands dossiers de fraude fiscale a unanimement exprimé le souhait de prolonger ses travaux de trois mois à partir du 10 avril 2009.

CONSEIL D'ÉTAT – NOMINATION D'UN ASSESSEUR D'EXPRESSION NEERLANDOPHONE

L'assemblée générale du Conseil d'État du 25 novembre 2008 a présenté à l'unanimité M. Lieven Denys, avocat à Bruxelles et chargé de cours à la faculté de droit de la VUB, comme premier candidat à la fonction d'assesseur (N) de la section législation du Conseil d'État.

En cas de présentation unanime, l'article 70, § 1er, alinéa 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'État est d'application. La Chambre doit attendre que le ministre de l'Intérieur prenne position sur cette présentation.

Par lettre du 5 mars 2009, le ministre de l'Intérieur fait savoir qu'il accepte cette présentation.

VOTES NOMINATIFS SUR LES MOTIONS

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

   - Mme Liesbeth Van der Auwera (CD&V) à la ministre des Pensions et de l'Intégration sociale sur « la pension perçue par les veuves de certains pilotes » (n° 268)
     (développées en réunion publique de la commission des Affaires sociales du 3 mars 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 268/001)

- une motion de recommandation par Liesbeth Van der Auwera (CD&V) et Roel Deseyn (CD&V)
- une motion pure et simple par Florence Reuter (MR) et Maggie De Block (Open Vld)

La motion pure et simple est adoptée par 65 voix contre 45 et 2 abstentions

2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

   - M. Bart Laeremans (VB) au premier ministre sur « les nouvelles manœuvres de retardement concernant le Jardin botanique de Meise » (n° 282)
     (développées en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 4 mars 2009)

   Deux motions ont été déposées (MOT 52 282/001)

   - une motion de recommandation par Bart Laeremans (VB)
   - une motion pure et simple par Corinne De Permentier (MR), Josy Arens (cdH), Xavier Baeselen (MR), Eric Thiébaut (PS), Leen Dierick (CD&V) et Sofie Staelraeve (Open Vld)

   La motion pure et simple est adoptée par 65 voix contre 45 et 1 abstention

RELATIONS PUBLIQUES

JEUDI 12 MARS 2009

VISITE D'ÉTUDIANTS EN JOURNALISME DE LA HAUTE ECOLE ERASMUS DE BRUXELLES

38 étudiants de la Haute Ecole Erasmus ont visité la Chambre des représentants dans le cadre de leur cours de journalisme politique.

Ils avaient pour tâche de faire le compte-rendu du « Question time ». Avant de se rendre en tribune, le groupe reçut des explications du service PRI afin de situer les « Questions orales », moyen d'information politique, dans le processus, parlementaire de la Chambre. Ensuite, les étudiants se sont entretenus avec le député Landuyt.

RELATIONS INTERNATIONALES

MERCREDI 11 FÉVRIER 2009

AMBASSADEURS DE LA LIGUE ARABE

Commission des Relations extérieures

Le 11 février 2009, les membres de la commission des Relations extérieures ont entendu les ambassadeurs de Jordanie et du Maroc, mandatés par leurs pairs (il y a 22 ambassadeurs arabes à Bruxelles) pour relayer auprès des responsables politiques belges le message que le monde arabe souhaite adresser à l'Europe après les récents événements de Gaza.

M. Ahmad MASA'DEH, ambassadeur de Jordanie, a expliqué que le monde arabe, optimiste après la Conférence d'Annapolis, avait dû constater le recul enregistré depuis lors, l'absence de toute mesure positive ayant engendré inéluctablement frustrations et violences. Il faut maintenant veiller à créer l'environnement adéquat pour éviter de replonger dans ce schéma et s'engager, non pas dans un nouveau et interminable « processus de paix », mais dans des négociations sérieuses en vue de créer un État palestinien, vivant en paix à côté d'Israël. Pour ce faire, la Belgique et l'Union européenne doivent faire pression sur les dirigeants israéliens pour les ramener à la table des négociations.

M. Samir ADDAHRE, ambassadeur du Maroc, a rappelé la position modérée adoptée par son pays sur ce dossier, ainsi que l'initiative de paix arabe, toujours valide. Il a dit son pessimisme sur l'évolution de la situation, regrettant que les modérés soient maintenant fragilisés des deux côtés. Tout en faisant beaucoup de victimes innocentes, l'opération israélienne a en effet renforcé le Hamas et accru la sympathie populaire pour ce mouvement dans l'ensemble du monde arabo-musulman, à l'heure où ce dernier s'est précisément engagé dans un ensemble de réformes très nécessaires.

En réponse à des questions – en sens très divers - de M. Dirk Van der Maelen, M. Fouad Lahssaini, Mme Nathalie Muylle, M. André Flahaut, M. Xavier Baeselen, M. Denis Ducarme et M. Wouter De Vriendt, les deux ambassadeurs ont insisté sur les points suivants :

- les conséquences du résultat des élections israéliennes sont pour l'instant impossibles à estimer, mais il faut en tout état de cause s'attendre à ce que la situation s'en trouve encore compliquée ; le succès des tenants de thèses les plus extrémistes est particulièrement inquiétant ;
- l'initiative de paix arabe, faite par 22 États arabes et appuyée par 57 États musulmans, a été conçue comme une offre globale ; elle reste toujours valide, mais ne le restera pas éternellement : il est temps qu'Israël se décide à s'engager dans le sens de la solution des deux États qui fait l'objet d'un consensus au sein de la communauté internationale ; fatiguées d'attendre, les opinions publiques arabes risquent de fermenter dangereusement ;

- l'Europe doit s'engager plus résolument en faveur de la paix. Pour cela, elle doit dépasser son rôle habituel de payeur et opérer une réelle pression sur Israël ; des mesures concrètes et pragmatiques doivent être envisagées ;
- pour lutter contre les trafics d'armes via les tunnels entre la bande de Gaza et l'Égypte, il faut d'abord lever le blocus de Gaza, dont ces tunnels – qui alimentent aussi Gaza en produits de première nécessité – sont le fruit ;
- l'absence de réactions de la communauté internationale vis-à-vis des violations – depuis des lustres - des règles internationales par Israël a été un facteur important dans la victoire électorale du Hamas il y a deux ans et demi ; depuis lors, le Hamas a été renforcé tant par le refus de la communauté internationale de dialoguer avec lui que par le blocus israélien – alors que, dans le même temps, Israël ne faisait rien pour renforcer l'Autorité palestinienne.

PUBLICATIONS

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Benelux

- CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX

Session 2009 - Liste des membres – Février 2009

- CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX

Compte-rendu in extenso des séances – Séances des vendredi 12 et samedi 13 décembre 2008

- 788/2 DU 15 FÉVRIER 2009

Energie, environnement et biodiversité – Le Parlement Benelux face aux défis d'une politique durable de l'Union européenne – Luxembourg, les 24 et 25 octobre 2008

- 792/1 DU 20 FÉVRIER 2009

52ème rapport commun des gouvernements belge, néerlandais et luxembourgeois au Conseil interparlementaire consultatif de Benelux sur la coopération dans le domaine de la politique extérieure (1er janvier au 31 décembre 2008)

- 793/1 DU 6 MARS 2009

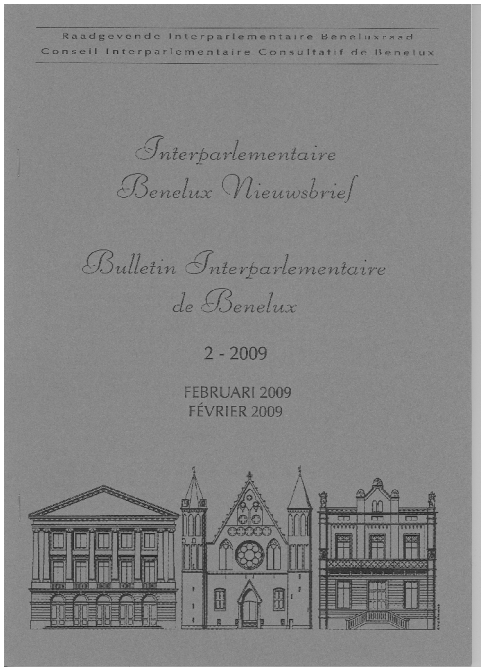
Rapport sur « la maternité de substitution à des fins commerciales et la répression de cette pratique » comprenant une proposition de recommandation

- 794/1 DU 6 MARS 2009

Rapport sur les « interventions policières transfrontalières » comprenant deux propositions de recommandations.

- BULLETIN INTERPARLEMENTAIRE DE BENELUX

Bulletin 2-2009 – Février 2009



Bulletin des questions et réponses :

- 52/050 DU 23 FÉVRIER 2009

Questions et réponses écrites

CONSEIL DES MINISTRES

Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le Parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.

Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: http://www.presscenter.org - Conseil des ministres.

➢ CONSEIL DES MINISTRES DU 13 MARS 2009

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 13 mars 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

DÉCLARATIONS FISCALES

Scanning des déclarations à l'impôt des personnes physiques et toutes leurs annexes et pièces justificatives.

Sur proposition de M. Didier Reynders, ministre des Finances, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui modifie le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déclaration à l'impôt des personnes physiques.
Dès l'exercice d'imposistion 2009, toutes les déclarations à l'impôt des personnes physiques et toutes leurs annexes et pièces justificatives seront scannées et devront dès lors être envoyées par les contribuables directement aux centres de scanning nationaux de Namur ou de Gand.
Cette modification résulte de l'introduction, au 1er juin 2009, du Corporate Scanning System (CSS), qui est une plateforme de base destinée au traitement des documents déjà analysés par les centres de scanning. Le CSS a pour objectif de devenir un système central qui traitera tous les documents pour chaque entité et ajoutera ceux-ci au dossier unique du contribuable concerné.

ACCORD DE COOPÉRATION RELATIF À LA CONVENTION DES DÉCHETS

Accord de coopération entre l'État fédéral et les Régions concernant la Convention des déchets.

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'accord de coopération entre l'État fédéral et les Régions concernant l'exécution de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure (appelée aussi « Convention des déchets »).
Le projet, présenté par le secrétaire d'État à la Mobilité, règle la coopération nécessaire entre l'État fédéral et les Régions pour l'exécution de la loi du 19 juin 2009. Par cette loi, la Belgique a donné son assentiemnt à la Convention des déchets. Un groupe de travail a été créé pour la coordination de son exécution au niveau national. L'Institut pour le transport par batellerie exercera les tâches de l'Institut national. L'accord règle par ailleurs les dépenses découlant de l'exécution de la Convention.

PRIX DES MÉDICAMENTS

Le prix des médicaments remboursés n'augmentera pas en 2009.

Sur proposition de Mme Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêtés royaux (qui modifient les arrêtés royaux du 7 mai 1991 et du 24 octobre 2002 fixant l'intervention personnelle des bénéficiaires de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité) qui suppriment l'indexation du montant à charge des patients en 2009 pour les médicaments remboursables ainsi que les aliments diététiques à des fins médicales spéciales.
Cette décision est liée au contexte actuel de crise économique et de baisse du pouvoir d'achat.
Cette mesure concerne :

- Les fournitures pharmaceutiques et les préparations magistrales remboursables.
  C'est ainsi, par exemple, que le montant maximum à charge des patients restera bloqué à son niveau 2008 malgré l'inflation, soit à 13,50 EUR (8,90 EUR pour les patients BIM) :
  - pour les médicaments de catégorie B, à savoir les médicaments remboursés à 75% pour les patients (85% pour les patients BIM) ;
  - pour les médicaments de catégorie C, à savoir les médicaments remboursés à 50% pour l'ensemble des patients.
- L'achat d'aliments diététiques à des fins médicales spéciales.
  Quelques exemples de ces aliments diététiques :
  - Les préparations contenant notamment des mélanges d'acides aminés et destinées spécifiquement au traitement d'anomalies métaboliques héréditaires ;
  - Préparations à base de vitamines, minéraux, oligo-éléments, et l'alimentation médicale pour le traitement de certaines maladies métaboliques ;
  - L'alimentation médicale pour certaines affections au niveau de l'intestin ;
  - L'alimentation médicale prescrite pour les besoins nutritionnels des nourrissons et des enfants en cas de certaines maladies ;
  - Les préparations destinées au traitement pour la mucoviscidose.

Si les tickets modérateurs avaient été indexés comme chaque année le 1er janvier 2009, le coût supplémentaire à charge des patients aurait été en 2009 de plus de 7,5 millions d'euros.

ALLOCATIONS FAMILIALES POUR ENFANTS HANDICAPÉS

Tous les enfants handicapés pourront désormais bénéficier du nouveau système de calcul des allocations familiales majorées.

Sur proposition de Mmes Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et Julie Fernandez Fernandez, secrétaire d'État aux Personnes handicapées, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui améliore l'accès aux allocations familiales majorées pour tous les enfants handicapés.
Actuellement, seuls les enfants handicapés nés après le 1er janvier 1993 bénéficient de la nouvelle échelle d'évaluation mise en place en 2003 qui mesure le montant des allocations sur base de trois piliers :

1. l'incapacité physique ou mentale,
2. l'activité et la participation de l'enfant,
3. les conséquences pour l'entourage familial.

Ce système permet de mieux tenir compte des besoins, en ce compris en fonction de l'environnement familial et social.
Pour les enfants handicapés nés avant le 1er janvier 1993, seul le degré d'incapacité physique ou mentale est pris en compte pour le calcul des allocations, avec un montant maximum de 439,7 euros pour les handicaps les plus lourds.
Dès le 1er mai 2009, tous les enfants handicapés pourront désormais bénéficier du nouveau système : il a donc été étendu aux quelque 3.900 jeunes qui, au 1er mai 2009, auront entre 16 et 21 ans, à savoir l'âge maximum pour bénéficier du complément des allocations familiales. Le montant maximum sera également revu à la hausse, pouvant aller jusqu'à 487,60 euros pour les handicaps les plus lourds.

ANNEXES

DEMANDES D'INTERPELLATION

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

- **0293 Justice**

Interpellation de M. Bruno STEVENHEYDENS au ministre de la Justice sur « les problèmes d'extradition avec les Pays-Bas ».

- **0294 Intérieur**

Interpellation de M. André FLAHAUT au premier ministre sur « la position qui sera défendue par la Belgique lors du Sommet de l'OTAN les 3 et 4 avril à Strasbourg ».

- **0295 Relations extérieures**

Interpellation de M. Francis VAN DEN EYNDE au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur « la participation de la Belgique au sommet sur l'antiracisme qui se tiendra à Genève en avril 2009 ».

- **0296 Justice**

Interpellation de M. Filip DE MAN au ministre de la Justice sur « la rubrique « avis de recherche » du site de la police fédérale ».

PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS, RAPPORTS DE COMMISSIONS ET COMPTES-RENDUS

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission ….) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être commandés (voir dernière page du bulletin : « Publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).

Ils peuvent également être consultés sur le site Internet de la Chambre: http://www.lachambre.be, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique «Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).

ADDENDA

AGENDA DES SÉANCES PLÉNIÈRES ET DES RÉUNIONS DE COMMISSIONS

Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre (www.lachambre.be), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».

MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
Législation			
La Constitution belge (octobre 2007) ☐ F ☐ N ☐ ALL ☐ ANG	2,50	-------	-------
La Constitution belge – édition « cartonnée »	5,00	-------	-------
Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	1,20	-------	-------
Série de brochures "Précis de Droit parlementaire"			
☐ L'irresponsabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-------	-------
☐ L'inviolabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-------	-------
☐ La Cour constitutionnelle (octobre 2007)	2,50	-------	-------
☐ L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001)	2,50	-------	-------
☐ Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50	-------	-------
Information parlementaire			
☐ Liste d'adresses des députés - composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions - relevé statistique des activités	2,50	-------	-------
☐ Dépenses électorales: élections 18 mai 2003	2,50	-------	-------
☐ Rapport annuel 2005-2006	2,50	-------	-------
☐ Règlement de la Chambre + Annexes (octobre 2007)	2,50	-------	-------
☐ L'Histoire de la Chambre des représentants	15,00	-------	-------
☐ La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	5,00	-------	-------
Fiches "info" parlementaires			
Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral ☐ F ☐ N ☐ ALL ☐ ANG	1,20	-------	-------
Parlementum Belgicum			
Livre de photographies	4,00	-------	-------
Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch, Chambre des représentants 2001 ; 182 pp.	5	------	-------
« Le Parlement » (iconographie)	2,50	------	------
« Le Palais de la Nation » (W. Van den Steene)	30,00	------	------
Les députés 1894-1969 – facsimilé (Van Molle) - **biographie**	2,50	------	------
Brochure « Dessins satiriques »	2,00	------	------
Film DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique" ☐ F ☐ N ☐ ALL ☐ ANG ☐ Vidéo ☐ DVD	6,20	-------	-------
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée	70,00	------	------
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée	10,00	------	------
Dépliants			
Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" ☐ F ☐ N ☐ ALL ☐ ANG	gratuit	------	------
Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" ☐ F ☐ N	gratuit	------	------

BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE

A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES

NOM _____

ADRESSE _____

Veuillez verser le montant correspondant au compte n° **000-0019220-14** de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)

La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.

Publications de la Chambre des représentants et du Sénat

	Belgique		Etranger	
	Abonnement par session parlementaire (1)	Numéros séparés	Abonnement par session parlementaire (1)	Numéros séparés
Compte rendu intégral définitif Chambre et Sénat Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	95,00 euro (2)	2,00 euro (3)	270,00 euro (2)	6,00 euro (3)
Bulletin des questions et réponses (bilingue) (version intégrale) Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (version raccourcie)	50,00 euro (2) 20,00 euro	2,00 euro (3) 1,00 euro	120,00 euro (2) 60,00 euro	6,00 euro (3) 3,00 euro
Compte rendu analytique Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances-bilingue	15,00 euro	1,00 euro	45,00 euro	3,00 euro
Informations parlementaires Bulletin hebdomadaire	15,00 euro	/	45,00 euro	/

(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre
(2) Chambre et Sénat
(3) Chambre ou Sénat

Informations et commandes pour les publications susmentionnées:
Service Affaires générales – tél.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74
Compte n° **000-1648428-10** de «Publications de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles»
(IBAN BE41 0001 6584 2810 BIC BPOTBEB1)
Veuillez mentionner clairement:
- Nom et adresse complète du souscripteur
- Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur
- Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue)

► Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis
► L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié
► La Chambre n'est pas assujettie à la TVA

Documents parlementaires de la Chambre

Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc
- abonnement complet avec budgets
- abonnement complet sans budgets
- abonnements thématiques

- numéros séparés

Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés à 2,50 EUR: 0,75 EUR

BELGIQUE
0,0744 euro par page imprimée

ÉTRANGER
0,0744 euro par page imprimée + frais de port

Informations et commandes:
Chambre des représentants
Service des Affaires générales
1008 BRUXELLES
tél.: (02) 549 81 58: renseignements
(02) 549 81 60: commandes
fax: (02) 549 82 74

Compte n° **000-1648428-10** de «Publications de la Chambre des représentants

Paiement dès réception du décompte